

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Maladies infectieuses**

## L'OMS et l'ANRS renforcent leur coopération contre le VIH et les IST

A l'occasion des Journées du réseau international de l'Agence nationale de recherches sur le ... • (Page 11)

**Horizon 2030**

## L'Afrique a besoin de 250 milliards \$ de financements climatiques par an

Les flux totaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers le continent n'ont ... • (Page 06)



**Financement du programme national d'investissements 2022 • (Page 03)**

# Le Bénin lance un emprunt obligataire de maturité 15 ans à 5,75%



• Le ministre d'Etat, Romuald WADAGNI

**Sécurité routière**

• (Page 11)

# La Mairie de Djougou et JNP offrent un abri et des chicanes aux policiers

**Zone industrielle de Glo-Djigbé**

## Le Pdt du CES félicite l'APIEx et la SIPI-Bénin

Le jeudi 07 juillet 2022, une délégation du Conseil économique et social (CES) conduite par son Président Tabé ... • (Pages 02)

**Perspectives économiques**

## L'UEMOA table sur un taux de croissance de 6% en 2022

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a ... • (Pages 10)

**Numérique et développement**

## La 1ère édition du SENIA sous le sceau des enjeux de l'IA

En présence de divers acteurs de l'intelligence artificielle et du numérique venus d'horizons divers, la Ministre du numérique et de la digitalisation, Aurélie ... • (Page 04)

**Vie professionnelle**

## La santé mentale des employés préoccupe-t-elle les entreprises ?

Selon une récente enquête de McKinsey Health Institute (MHI), en moyenne un employé sur 4 à travers le monde ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	619.8	655.95	760.86	1.49	78.14	39.08	4.57	92.64	168.8	7.9

**Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ)**

**Le Pdt du CES félicite l'APIEx et la SIPI-Bénin**

Le jeudi 07 juillet 2022, une délégation du Conseil économique et social (CES) conduite par son Président Tabé Gbian, est allée constater de visu les réalisations en cours sur le site de la Zone industrielle de Glo-Djigbé Zè (GDIZ). C'est à l'initiative de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) et la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-Bénin).

• Sylvestre TCHOMAKOU

Composée de zones commerciale, administrative, industrielle, entrepôts, d'unités de sécurité, de casernes pour pompiers et de nombreux autres compartiments, la Zone économique de Glo-Djigbé (GDIZ) dont l'objectif est d'apporter une forte valeur ajoutée à l'agriculture via l'agro-industrie, ne laisse pas indifférent le Conseil économique et social (CES). En visite sur cet ambitieux chantier qui se veut d'être une véritable plateforme industrielle en Afrique de l'Ouest, le Président Tabé Gbian et sa délégation ont, sous la conduite du DG APIEx, Laurent Gangbès et du DG de la SIPI-Bénin, Létonji Béhéton, découvert les dispositifs qui ont favorisé la construction de la GDIZ. Il s'agit notamment de la prise de la loi fixant le régime des Zones économiques spéciales en République du Bénin en 2017, de la signature d'un accord de partenariat avec le groupe ARISE en novembre 2019, et de la



• Photo de famille CES/APIEx/SIPI-Bénin

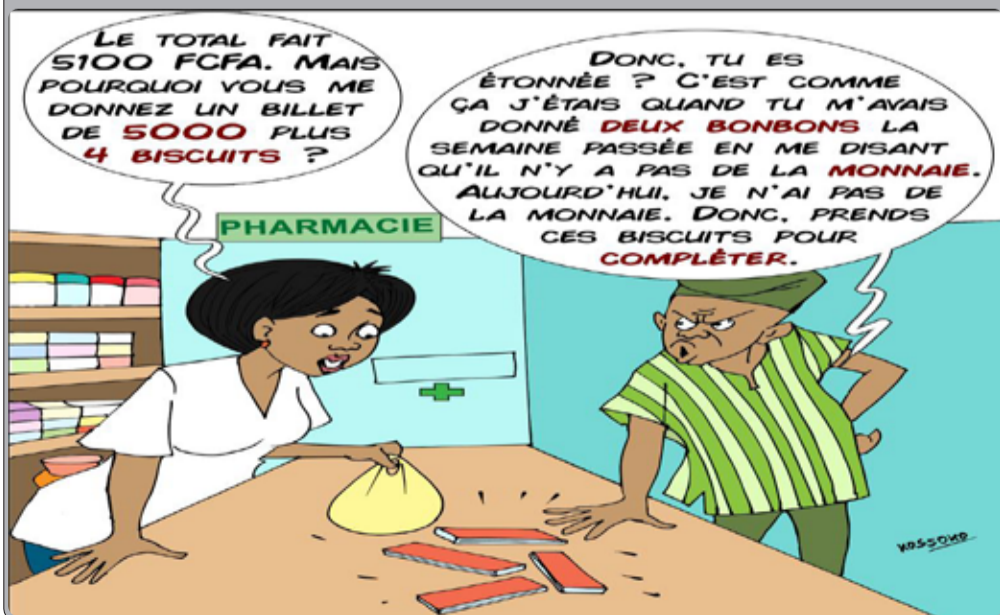
création par le Gouvernement en février 2020 de cette zone d'une superficie de 1640 hectares. D'une superficie de 400 hectares, la première partie du site dont les travaux sont achevés à 100%, à en croire les autorités en charge de la GDIZ, a enregistré à ce jour 32 contrats d'installation signés et bien d'autres sont en instance. L'objectif, a expliqué le DG de l'APIEx à l'occasion, est, non seulement de transformer surplace les matières premières agricoles du Bénin, mais aussi et surtout de créer de l'emploi pour accélérer la croissance éco-

nomique et la prospérité partagée. Des différentes zones existantes sur le site aux régimes offerts dans la GDIZ, en passant par les ateliers de formation en textile qui ont déjà démarré au profit de plusieurs centaines de jeunes à employer dans les industries textiles, les membres du CES ont pu s'enquérir de ce qui se fait pour la transformation industrielle du Bénin. Au terme de cette visite de terrain, le Président du CES a dit tout sa fierté de l'ambition qui prend corps à pas de géant. « Ce qui est en train de se produire dans ce site de la zone industrielle de Glo-Djigbé est très porteur pour notre pays sur les plan économique et social. Il faut soutenir autant que nous sommes, ce type de projet. », a exprimé le Président du CES, Tabé Gbian avant d'indiquer que « le PAG 2 est en marche et se réalise bien ». Il est à noter que cette descente du CES intervient après celle de l'Assemblée nationale dont le Président, Louis Vlavo-nou, a salué l'amorce d'une économie résiliente au Bénin.



• Les Conseillers du C.E.S visitant les installations

**Cari du jour**



**AUX DÉCIDEURS...**

**La face cachée de Dubaï**

Dubaï révèle son visage inhumain avec le scandale du siècle dénommé porta potty. Derrière les gratte-ciels, la beauté de Dubaï se trouvent des pratiques ahurissantes, avilissantes et incommodes au bon sens. Les femmes qui ont accepté de se chosifier mènent avec ou contre leur gré une vie paradoxale entre le jour et la nuit. En journée, elles roulent avec des hommes hyper riches, dans leurs yachts, voitures de luxe insolent. Elles volent dans leurs jets privés lorsque la lumière de la caméra clignote. Elles publient des images élégantes sur les réseaux sociaux à l'admiration des jeunes naïfs et crédules. Dubaï, c'est a priori une destination de rêve avec ses gratte-ciels imposants à l'architecture futuriste, ses hôtels princiers, ses vitrines bien achalandées, ses richissimes hommes d'affaires; de quoi faire tourner la tête dans cet eldorado du bling bling, des strass et paillettes. Mais, derrière ce visage apparemment paradisiaque, se cachent des plaisirs mondains d'une rare immoralité, qui dépasse tout entendement humain. L'affaire "Porta Potty" révèle que Dubaï, c'est le symbole de la tragédie d'un monde qui s'effondre; le monde à l'envers où on n'a que faire des valeurs, en se laissant téléguidé par ses instincts les plus grégaires et pervers, au nom du dieu-argent. Sinon comment comprendre que de jeunes filles, adeptes de la facilité, puissent livrer leur intimité aux chiens, aux chevaux, aux chameaux ? Pour des liasses de billets, on se livre à des relations contre-nature, à la zoophilie! Pour de l'argent, on est prêt à transformer sa bouche en fosse septique.

Dubaï Porta Potty est un véritable réseau de proxénètes qui convoient sur la capitale des Emirats, les femmes qui se font appelées des coachs, des influenceuses, des instagrammeuses, des tiktokeuses, des Miss, bref celles qui, à travers des images publiées sur les réseaux sociaux, exhibent une vie de luxe ou ont tendance à vivre leurs rêves au-delà de leurs moyens. Et les fameux influenceurs ne sont pas exclus du lot. A Dubaï elles sont logées dans des hôtels de luxe, font leur déplacement en voitures de luxe, mangent dans des restaurants huppés, font des balades en mer sur des yachts, font du shopping dans des magasins de marque après avoir fait un voyage sur Air Emirates en Class business. Contrats à l'appui, elles repartent dans leur pays d'origine les poches pleines de dollars et de présents de toutes sortes. Tout ceci est beau. Mais le revers de la médaille est le traitement que ces riches princes du Qatar leur infligent jusqu'au déshonneur et à la perte de dignité. Elles s'enferment ainsi dans un cercle vicieux avec l'épée de Damoclès suspendue sur leur tête. Il est un secret de Polichinelle que dans les riches pays du Golfe, la race noire est chosifiée, les Asiatiques pauvres sont exploités comme des bêtes de somme, corvéables à merci.

Dans les pays du Golfe, comme beaucoup ne le savent pas, pour y séjourner, il faut avoir un parrain originaire du pays d'accueil qui répond de vous. Et ce parrain dispose d'un droit de vie et de mort sur vous. Il confisque passeport et biens du protégé qui devient son obligé à qui tous les sévices sont permis. Vous avez été sans doute horrifiés par les témoignages des Africaines qui sont passées à tabac, enchaînées, dormant à même le sol et dont certaines ont perdu la vie dans l'indifférence générale des autorités des pays d'accueil. Au Qatar la bêtise et l'inhumanité ont fait découvrir au monde que ces princes richissimes défèquent sur le corps des femmes, dans leurs bouches et leur font avaler ces saletés. Ils leur pissent dessus et dans la bouche et le summum les font coucher avec des chameaux, des chiens et leurs enfants de bas âge. Quelle horreur !

Ces monstres au visage humain croient en un Dieu qu'ils prient 5 fois par jour espérant un paradis dans lequel leur dieu créateur les comblera de grâces et de bénédictions. Comment un dieu dont on dit qu'il a créé tous les êtres humains sans distinction de races à son image, peut-il accorder le paradis et son amour à certaines de ces créatures qui agissent de la sorte contre d'autres de ses progénitures ? Selon Ruthy, une critique sociale a fait un compte-rendu détaillé de cette pratique. Dans la vidéo, elle explique comment certaines Ghanéennes et Nigériennes ont des relations sexuelles avec des lions domptés appartenant à certains de ces Arabes à Dubaï pour 30.000 dollars. Je perds mes sens !

Jean-Claude KOUAGOU

**Eco secret**

**Tchad : 15 milliards de FCFA de la Commercial Bank pour les PME**

La filiale locale du groupe bancaire camerounais la Commercial Bank Tchad (CBT) a reçu un coup de pouce pour implémenter son programme de développement notamment le financement des entreprises en obtenant auprès de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), une ligne de crédit de 15 milliards de FCFA (24 millions de dollars). Un financement en droite ligne du plan de développement stratégique 2021-2025 qui, au-delà de l'extension de son réseau, est orienté à l'accompagnement du secteur privé, principalement des Petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent le socle du tissu économique et dont plus de 50%

## Financement du programme national d'investissements 2022

## Le Bénin lance un emprunt obligataire de maturité 15 ans à 5,75%

Le Bénin a lancé, mardi 05 et ce jusqu'au 25 juillet 2022, un emprunt obligataire par appel public à l'épargne du Trésor public du Bénin dénommé « TPBJ 5,75% 2022-2037 ». Cet emprunt d'un montant total de 180 milliards FCFA servira à financer en partie le programme national d'investissements 2022 du pays et peut être souscrit en coupons de 10.000 FCFA. La maturité est de quinze ans et l'intérêt reversé le 02 août de chaque année à partir de l'an 2023.

• Bidossessi WANOU

Dans le but de financer une partie des investissements prévus au programme national d'investissements au titre de l'année 2022 et dans la dynamique de continuer la transformation structurelle de l'économie, le Bénin lance un emprunt obligataire à maturité 15 ans. Au total, le pays recherche 180 Milliards FCFA repartis en obligations de 10.000 FCFA, soit 18 000 000 titres. Ainsi, conformément à l'arrêté N°1468-c/MEF/DC/SGM/DGTCP/DAMF/SP/134SGG22 du 20 juin 2022 fixant les conditions d'émission d'obligations du Trésor par syndication en juillet 2022, le Ministre de l'Economie et des Finances a autorisé la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin à procéder à l'émission d'obligations du Trésor par syndication sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Cet emprunt se fera à un taux annuel de 5,75%. Le mon-



• Le ministre d'Etat chargé des finances, Romuald WADAGNI

tant mobilisé viendra en appui à la concrétisation du Programme d'actions du gouvernement 2021-2026 qui vise à accélérer le développement économique et

social du Bénin. Les Projets qui seront financés par cet emprunt obligataire se concentrent prioritairement dans des secteurs tels que l'Agriculture, l'Education, la Santé et les Travaux Publics. Les titres seront sous forme dématérialisée, au porteur, inscrits en compte auprès des SGI de l'UEMOA ou des banques teneurs de comptes/conservateurs agréés par le CREPMF et conservés dans les livres du DC/BR. Le DC/BR assurera la compensation des Obligations entre teneurs de comptes. Dans cette opération, l'émetteur pourra à sa discrétion, à chaque date de paiement d'intérêts, procéder à tout moment, à partir de la date anniversaire de la date de jouissance, au remboursement des Obligations en circulation, au pair majoré du montant d'intérêt couru à la date du remboursement. En cas de remboursement partiel, les Obligations ainsi amorties par anticipation seront imputées sur le volume total des Obligations en vie. Les opérations de rembourse-

ment partiel sont sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal des Obligations restant en circulation. Aussi, l'émetteur se réserve-t-il le droit de procéder, à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à l'amortissement anticipé des Obligations.

Par ailleurs, cette émission bénéficie de la Garantie Souveraine de l'Etat du Bénin. Les Obligations « TPBJ 5,75% 2022 – 2037 » sont également admissibles aux guichets de refinancement de la BCEAO. Il faut souligner que les revenus liés à ces titres sont exonérés de tous impôts et taxes pour l'investisseur au Bénin et soumis à la législation fiscale applicable aux revenus de valeurs mobilières en vigueur dans les autres pays, au moment du paiement des intérêts.

La date de souscription s'étend du 5 juillet au 25 juillet 2022 avec une possibilité de clôture anticipée. L'investisseur peut décider de céder partiellement ou totalement ses titres après la cotation de l'emprunt.

## Baromètres Bénin

Référentiel			Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Données Démographiques	Valeur	Sources	Référentiel		
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Economie	Valeur	Sources
Densité de la population	100,17 habts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics

## Vie professionnelle

### La santé mentale des employés préoccupe-t-elle les entreprises ?

Selon une récente enquête de McKinsey Health Institute (MHI), en moyenne un employé sur 4 à travers le monde présente des symptômes persistants d'épuisement professionnel. Cependant, l'étude révèle que les employeurs négligent l'impact de cet aspect de santé mentale sur les travailleurs.

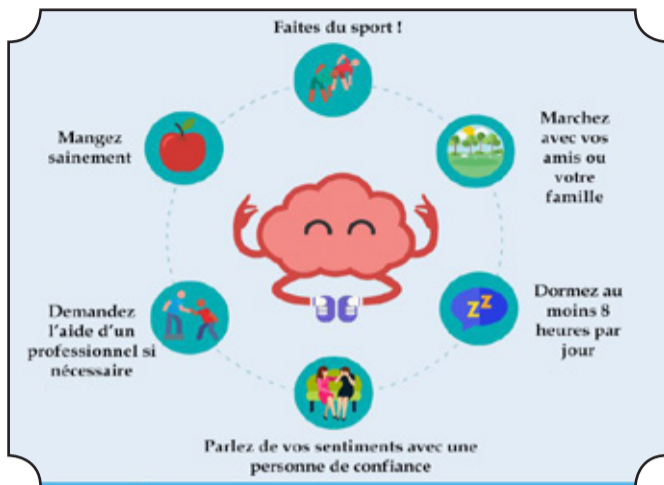
● Issa SIKITI DA SILVA

Avant de procéder, il serait prudent d'expliquer la différence entre l'épuisement professionnel (« burnout ») et le surmenage (« overwork »).

L'épuisement professionnel est un état de fatigue physique, émotionnelle et mentale causé par une exposition à long terme à des situations de travail très exigeantes, selon le Mayo Clinic.

Par contre, le surmenage est l'expression utilisée pour caractériser un état lié au fait de travailler trop dur, trop ou trop longtemps, et souvent au-delà de ses capacités et plus que ses heures de travail régulières. Néanmoins, ces deux états engendrent une détresse physique et mentale qui pourrait avoir des conséquences néfastes tant sur la santé et le bien-être du travailleur que sur la productivité de l'entreprise.

À en croire les analyses de Mylène Allaire publiées sur le site de CRHA, les signes possibles de problème de santé mentale chez un employé sont les suivants : absences et retards fréquents, diminution de productivité ou de rendement, diminution de motivation, augmentation des erreurs, difficultés de concentration et de mémoire, plaintes de fatigue, et négligence des soins corporels.



La liste comprend également, entre autres, l'impatience, l'irritabilité accrue et inhabituelle, des pleurs, l'isolement et des problèmes interpersonnels.

#### Donnée essentielle

« La santé mentale est une donnée essentielle pour les entreprises car les humains restent la plus-value pour la production de l'entreprise. Alors si les personnes ne sont pas en forme, cela va vite se ressentir sur la productivité », explique Sébastien Hof, psychologue du travail, cité par le magazine français Marie-Claire. Selon l'enquête de MHI dont les résultats ont été publiés sur le site de McKinsey & Company en juin 2022, les aspects du travail qui nuisent souvent à la santé mentale et au bien-être des employés sont le sentiment d'être toujours sur appel, un traitement injuste, une charge de travail déraisonnable, une faible autonomie et un manque de soutien social.

« Ce ne sont pas des défis

susceptibles d'être inversés avec les programmes de bien-être. En fait, des décennies de recherche suggèrent que les interventions ciblant uniquement les individus sont beaucoup moins susceptibles d'avoir un impact durable sur la santé des employés que les solutions systémiques, y compris les interventions au niveau organisationnel », souligne l'enquête.

Les organisations risquent de payer cher si elles ne prennent pas en compte les facteurs qui sont fortement corrélés à l'épuisement professionnel des employés, tels que les comportements toxiques, dit le rapport. Mylène Allaire appelle les gestionnaires à jouer le rôle d'intervenants importants en matière de santé mentale des employés. « Ils devraient donc se préoccuper de leur bien-être, leur porter attention, les observer et leur accorder du temps pour apprendre à les connaître et ainsi devenir habiles à détecter un changement d'humeur ou de comportement », indique-t-elle.

## Financement des économies

### La BADEA entre dans le capital de la BOAD

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) ont procédé ce vendredi 24 juin 2022 à Dakar à la signature d'une convention de partenariat.



Par le biais de ce partenariat, la BADEA entre dans le capital de la BOAD en tant qu'actionnaire de la catégorie B. En outre, une partie de l'apport de la banque basée à

Khartoum servira au financement de la participation des Etats dans le cadre de l'augmentation du capital de la BOAD à 1,5 milliard de dollars. La BOAD s'est dotée d'un nouveau plan

stratégique 2021-2025, le plan DJOLIBA, qui vise à accroître de 50% le financement des projets de développement dont ceux liés à la transition écologique. L'accord signé en marge de la session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA consolide les rapports de coopération entre le monde arabe et les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Financial Afrik

## Numérique et développement du Bénin

### La 1<sup>ère</sup> édition du SENIA sous le sceau des enjeux de l'IA

En présence de divers acteurs de l'intelligence artificielle et du numérique venus d'horizons divers, la Ministre du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé a donné, jeudi 07 juillet 2022, le top de la 1<sup>ère</sup> édition du Salon de l'entrepreneuriat numérique et de l'intelligence artificielle (SENIA). Prévue pour se tenir sur trois (03) soit du 07 au 09 juillet, cette rencontre s'inscrit dans la vision d'un Bénin numérique.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Dans la révolution numérique à laquelle est soumis le monde, le Bénin s'interdit d'être un spectateur joyeux et s'investit à tirer bénéfice des multiples avantages du numérique et de l'Intelligence artificielle (IA) qui induisent des dynamiques économiques et de souveraineté. C'est fort de cette évidence et des réalisations accomplies dans le secteur depuis 2016 que le Ministère du numérique et de la digitalisation (MND) a lancé ce jeudi 07 juillet, la 1<sup>ère</sup> édition du Salon de l'entrepreneuriat numérique et de l'intelligence artificielle (SENIA). Avec pour thème « Entrepreneuriat numérique et les enjeux de l'IA pour le développement socio-économique du Bénin », ce salon qui s'étend sur trois (03) jours se veut de promouvoir l'entre-



● Photo de famille, au lancement du SENIA, le 07 juillet

preneuriat numérique avec un accent particulier sur les enjeux stratégiques, socio-économiques, politiques et éthiques de l'intelligence Artificielle en Afrique et au Bénin. Il s'agit, à en croire la ministre du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé, à travers le SENIA, de prendre conscience qu'il y a de vrais enjeux économiques derrière l'IA. « Ce salon, nous donne l'occasion non seulement de mettre sous

le feu des projecteurs, les potentialités de notre pays en matière d'intelligence artificielle et d'entrepreneuriat numérique, mais également de partager nos expériences, nos aspirations, nos attentes, et surtout de mutualiser nos efforts dans ce secteur », a expliqué la ministre. Saisissant l'occasion, elle n'a pas manqué de rappeler qu'une stratégie nationale relative au développement de l'IA a été élaborée ainsi que pour le Bigdata pour faciliter le développement numérique du Bénin. Intervenant à l'occasion, le ministre des Petites et moyennes entreprises et de la promotion de l'emploi, Modeste Kérékou, a appelé à une action collective pour saisir les opportunités de l'IA. A cet effet, « C'est en effet, maintenant que nous devons penser à élaborer et positionner nos avatars dans le metaverse. C'est maintenant que nous devons construire nos contenus locaux et assurer leur présence dans le metaverse », va-t-il indiquer ; avant d'ajouter : « L'objectif in fine, est d'aboutir à des propositions et recommandations pour une meilleure valorisation de nos données et une implication réelle du Bénin et des pays africains dans les innovations actuelles en lien avec la blockchain, la réalité augmentée, la réalité virtuelle, etc. ». Avec des experts de l'IA venus de partout dans le monde, ce salon, durant les trois (03) jours, passera en revue plusieurs thématiques liées à l'entrepreneuriat numérique et à l'Intelligence artificielle pour un Bénin plus avancé dans la technologie.





MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE  
ET DU COMMERCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Route de l'Aéroport  
BP 363 Cotonou  
BÉNIN  
Tél. : +229 21 30 63.  
Fax. : +229 21 30 70 31  
https://www.commerce.gouv.bj  
contact@gouv.bj

### COMMUNIQUE

nr 392/MIC/DC/SGM/DC/SA

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce communique :

Il m'est revenu avec insistance que des individus mal intentionnés s'immiscent dans les activités de contrôle organisées dans le cadre du suivi de la cherté de la vie.

Ces individus qui se font passer pour des agents de contrôle du Ministère de l'Industrie et du Commerce rançonnent les commerçants. Leur mode opératoire consiste à initier des appels pour prévenir d'un éventuel contrôle. Ils proposent aux commerçants qui voudront éviter des contrôles, une contrepartie financière par mobile money.

A cet effet, je voudrais rappeler à l'attention des opérateurs économiques que ces appels n'émanent pas des agents de mon Ministère et que les opérations de contrôles sont inopinées et ne sauraient être connues d'avance.

J'en appelle à la vigilance de tous et j'invite par le présent communiqué à dénoncer de pareils agissements à travers le numéro vert "113" ou en déposant une plainte dans les commissariats d'arrondissement les plus proches.

En tout état de cause tout individu qui s'adonnera à de telles pratiques subira la rigueur de la loi.

Fait à Cotonou, le 01 Juillet 2022

Pour la Ministre de l'Industrie  
et du Commerce et p.o,  
Le Secrétaire Général du Ministère

Amzat B. SALAMI

## 7<sup>e</sup> Forum économique Afrique-Irlande à Dublin

### Akinwumi Adesina appelle à investir davantage en Afrique

Le président de la Banque africaine de développement (BAD) a pris part, jeudi 30 juin 2022, au 7<sup>e</sup> Forum économique Afrique-Irlande à Dublin. Occasion pour lui d'inviter avec insistance les hommes d'affaires à investir plus en Afrique.



#### ● Bidossessi WANOU

Si vous n'investissez pas en Afrique, vous n'êtes pas dans les affaires. Les investissements directs étrangers de l'Irlande en Afrique s'élevaient à 572 millions de dollars à la fin 2020 et ne représentaient que 0,05 % du total net des investissements directs étrangers de l'Irlande. C'est trop peu. L'Irlande doit investir beaucoup plus en Afrique. Fixons-nous l'objectif de porter à 15 % la part des investissements irlandais en Afrique ». C'est ce qu'a déclaré Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement lors du 7<sup>e</sup> Forum économique Afrique-Irlande qui a eu lieu à Dublin. En s'appuyant sur l'environnement économique actuel africain, les défis qui se posent au continent et ses divers atouts, le rôle de « banque de solutions » dévolu au Groupe de la Banque africaine de développement, un partenaire privilégié pour ses pays membres régionaux, ses partenaires internationaux au développement et la communauté internationale des affaires, Akinwumi Adesina a rassuré les investisseurs qu'ils trouveront en la BAD un partenaire sûr d'affaires : « Vous pouvez compter sur la Banque africaine de développe-

ment comme partenaire », a rassuré le président de la BAD. Ce forum tient des bonnes relations d'affaires qu'envisage l'Irlande avec l'Afrique pour laquelle il manifeste un intérêt croissant pour le renforcement de ses liens économiques. Lors du 7<sup>e</sup> Forum économique Afrique-Irlande, le président du Groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a reconnu et salué cette initiative et cet attachement de l'Irlande à l'Afrique avant d'exhorter les investisseurs irlandais à choisir l'Afrique. D'ailleurs, depuis qu'elle a rejoint le Groupe de la Banque africaine de développement en devenant le 81<sup>e</sup> actionnaire, en 2020, l'Irlande prend de nombreuses initiatives au profit du continent. Durant son séjour, le président de la BAD a été reçu par le chef d'Etat Irlandais avec qui il a échangé et est reparti satisfait. « Le président Higgins m'a reçu très chaleureusement. L'Afrique lui tient à cœur et le passionne. Il m'a dit : "Vous faites un travail extraordinaire pour l'Afrique avec votre leadership à la tête de la Banque africaine de développement. Votre vision m'inspire" », a déclaré le président de la BAD à sa sortie de cette audience. Le Président irlandais Michael D. Higgins a félicité M. Adesina pour son investissement person-

nel dans le projet de Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique qui a été récemment concrétisé. « Rien n'est plus important que cela », a déclaré le chef de l'Etat irlandais, qui a parlé de son intérêt de longue date pour l'Afrique et dit son optimisme quant à son avancement économique. En s'intéressant à l'actualité de la banque, il a salué les mesures en vue de garantir la sécurité alimentaire face à la crise russo-ukrainienne. Le président de la BAD a dans adresse développé les cinq grandes priorités stratégiques dites « High 5 » que la banque s'est définies sous son leadership et comment la banque s'y prend en vue d'accompagner la transformation de l'économie africaine et d'atteindre les Objectifs de développement durable des Nations unies. Il a, pour finir, invité les responsables et les opérateurs du secteur privé à la prochaine édition de Africa Investment Forum qui se déroulera en novembre 2022 à Abidjan, la capitale ivoirienne. L'Irlande, faudrait-il le notifier, a intégré la BAD dont elle est devenue le 81<sup>e</sup> actionnaire, en 2020. Le pays et l'institution bancaire entretiennent de dynamiques relations. Les investissements directs étrangers (IDE) de l'Irlande en Afrique, s'élèvent à 572 millions de dollars à la fin 2020



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Démission de Boris Johnson

### Un nouveau choc pour les Britanniques en plein marasme économique

C'est bien connu, au Royaume-Uni, il fait toujours gris. Une tristesse du ciel qui n'est pas sans rappeler la situation économique du pays : le soleil a depuis longtemps déserté les prévisions de la City. Visez plutôt : 9 % d'inflation en mai, contre 5,2 % en France. Alors que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) table sur une croissance faible, mais tout de même positive de la Zone euro (1,6 %) et aux Etats-Unis (1,2 %), elle serait nulle chez les Britanniques (0 %). Le pays risque déjà la récession, la Banque d'Angleterre tablant sur un recul de 0,3 % du PIB au deuxième trimestre. Et puisqu'un malheur n'arrive jamais seul, voilà que le Premier ministre Boris Johnson, empêtré dans un tas de scandales et à la cote de popularité plus basse que le tunnel sous la manche, vient d'annoncer ce mercredi qu'il quitterait le pouvoir, ne restant qu'à Downing Street le temps que le parti conservateur, dont il vient également de démissionner de la présidence, lui trouve son successeur. Le dernier clou sur le cercueil ?

#### Le Covid, un fléau de l'autre côté de la Manche

« Le pays se remet très difficilement de la crise du coronavirus, qui a beaucoup affecté l'économie britannique et n'a pas été bien géré par BoJo », analyse Christian Lequesne, professeur de sciences politiques. Le pays a été confiné beaucoup plus longtemps que la France, avec notamment un lockdown de plus de trois mois entre janvier et avril 2021. Anne Brucher, économiste et ancienne directrice générale de la Santé à la Commission européenne note : « Ces longs confinements répétés ont essoré l'aide publique britannique, qui n'a plus de quoi faire un "Quoi qu'il en coûte" pour protéger la population face à la hausse des prix, comme on le voit notamment en France. Du coup, l'inflation est subie de plein fouet. » Ici cela s'ajoutent, comme pour le reste du Vieux continent, les conséquences de la guerre en Ukraine, indique Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au Bureau d'informations et de prévisions économiques : « Certes, le Royaume-Uni est bien moins dépendant de l'énergie russe que l'Union européenne par exemple, mais l'impact de la guerre sur les marchés mondiaux, notamment sur le prix du gaz, met à mal le pays ». Selon l'Agence internationale de l'énergie, en 2020, les Britanniques étaient la neuvième nation la plus importatrice de gaz naturel et la cinquième en importation d'électricité.



Une dépendance qui se paie cash.

#### Un Brexit au coût douloureux

Le Brexit commence aussi à montrer de plus en plus d'effets négatifs. D'après le Centre for European Reform, le PIB du royaume s'est effondré de 5,2 % depuis sa sortie de l'Union européenne en janvier 2020. Anne-Sophie Alsif fait le listing : « Premièrement, le pays a manqué les 750 milliards du plan de relance européen, qui a beaucoup fait pour booster la croissance des Vingt-Sept. La crise de recrutement au Royaume-Uni a également été renforcée par l'absence des travailleurs étrangers européens depuis le Brexit. » Et ça ne s'arrête pas là, puisque l'experte poursuit : « Les Britanniques se sont désindustrialisés, mais ils ont profité de leur position de plaque tournante du commerce international. Mais celle-ci s'est écornée depuis qu'ils ne font plus parti du marché commun ». Et ce décalage entre Londres et les pays ancrés sur le vieux continent se voit. « Tous les chiffres économiques du Royaume-Uni sont moins bons que ceux de la moyenne européenne », relève Gilles Leydier, professeur à l'Université du Sud Toulon-Var et spécialiste de la Grande-Bretagne. Agnès Alexandre-Collier, experte de la vie politique britannique à l'université de Bourgogne et coautrice de Les partis politiques en Grande-Bretagne (Collection U, 2013), conclut le drame chiffré : « La nation affiche la croissance la plus faible du G7 ». Anne Bunner note : « Le Brexit est désormais plutôt reconnu comme une erreur de la part de la population britannique. Reste qu'elle sait qu'elle ne peut pas revenir en arrière, ni réintégrer l'Union européenne avant un long moment, si cela se fait un jour. C'est le temps du deuil. »

#### Quel impact pour la démission de BoJo ?

« La crise économique n'a pas grand-chose à voir avec la crise politique actuelle », écarte Gilles Leydier. Néanmoins, Boris Johnson n'est pas tout blanc non plus dans

cette torpeur financière. « Il a mené une politique incohérente, sans queue ni tête, entre libéralisme et intervention de l'Etat. Il a promis le beurre et l'argent du beurre, menant une politique économique pleine de grands écarts », tacle Agnès Alexandre-Collier. Pour elle, « le parti conservateur sera ravi d'avoir un autre leader que BoJo, non seulement pour ses scandales de probité, mais également dans l'espoir de mener une politique économique plus définie ». Reste à savoir si sa démission pourra arranger les choses, ou les empirer. Certes, « un cap clair pourrait permettre d'améliorer les choses », reconnaît Agnès Alexandre-Collier. Mais ce cap, encore faut-il le trouver ? « Ce n'est pas seulement Boris Johnson, mais l'ensemble du parti conservateur qui est affaibli, précise Christian Lequesne. Ressouder le parti prendra du temps ». Même constat chez Agnès Alexandre-Collier : « C'est le parti conservateur entier qui fait le grand écart entre une aile très libérale et une aile très interventionniste. Il faudra voir quel leader émerge, et ce, dans une période difficile. Il ne faut pas non plus oublier que ce sont les Britanniques qui ont voté pour le programme incohérent du parti aux législatives en 2019, programme que le nouveau Premier ministre est en théorie tenu de respecter jusqu'en 2024 ».

#### Une période d'incertitude néfaste

Autant dire que les choses sont loin d'être réglées, et que la situation pourrait même empirer : « L'économie n'aime pas l'incertitude et actuellement aucun leader ne dépasse, on ne sait rien de la durée que prendra le remplacement de Boris Johnson, quelle vision économique aura le nouveau Premier ministre... Sa démission peut être une bonne chose pour le pays à long terme, difficilement rapidement », indique Gilles Leydier. Mot de la fin pour Anne Brucher : « Les Britanniques se sont coincés dans un entonnoir et savent qu'ils mettront du temps à en sortir, avec ou sans BoJo. » Good luck, comme on dit de l'autre côté de la Manche.

20 minutes

## Togo

### Deux compagnies aériennes envisagent d'ouvrir une école d'aviation à Lomé

Alors que la demande de professionnels de l'aviation monte en Afrique, il est impératif pour le continent de former une main-d'œuvre. Asky Airlines et Ethiopian Airlines envisagent d'ouvrir une académie sous régionale en Afrique de l'Ouest. La compagnie panafricaine Asky Airlines et Ethiopian Airlines, la compagnie nationale éthiopienne et par ailleurs actionnaire d'Asky, ont entamé les discussions pour la création d'une académie d'aviation à Lomé au Togo, a révélé le directeur d'Ethiopian Airlines, Mesay Shiferaw. Dans une déclaration faite au média éthiopien Origins Business, M. Shiferaw a fait savoir que le centre formera des pilotes, des techniciens d'entretien d'aéronefs et des agents de bord. D'après lui, ces profils sont parmi les plus recherchés sur le continent. A en croire les estimations du constructeur Boeing, d'ici 2040, la demande de professionnels dans le secteur de l'aéronautique sera de 63 000 personnes soit 19 000 pilotes, 20 000 techniciens et 24 000 agents de bord. Alors que les discussions sont en cours, l'on sait très peu de choses sur ce que sera la future académie. L'école togolaise aura une vocation sous régionale (Afrique de l'Ouest), et sera calquée sur le modèle actuel de l'académie de la compagnie Ethiopian Airlines. Avec une capacité d'accueil de 4000 étudiants par an, l'Académie d'Ethiopian Airlines dispose d'une école de formation de pilotes ; de personnel de cabine et de restauration, d'une école de formation commerciale et de services au sol ; à la maintenance d'aéronefs ; et au leadership.



## Horizon 2030

### L'Afrique a besoin de 250 milliards \$ de financements climatiques par an



Les flux totaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers le continent n'ont atteint que 30 milliards de dollars en 2020, soit environ 12 % du montant nécessaire. Le continent africain doit mobiliser 250 milliards de dollars en moyenne par an entre 2020 et 2030 pour faire face au changement climatique, selon une étude publiée fin juin dernier par la Climate Policy Initiative, un groupe de réflexion sur le climat composé de 90 experts. Intitulée « L'état du financement climatique en Afrique : Besoins en financements climatiques des pays africains » (The State of Climate Finance in Africa : Climate Finance Needs of African Countries), l'étude a précisé que le coût global de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) qui représentent les efforts qui doivent être déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique comme définit par l'Accord de Paris sur le climat est estimé à 2800 milliards de dollars entre 2020 et 2030. Sur ce montant global, les gouvernements africains se sont engagés à mobiliser 264 milliards de dollars de ressources publiques nationales, soit environ 10 % des besoins globaux en financements climatiques sur la période sous revue. Les 2500 milliards restants, soit 250 milliards par an, devraient provenir de sources publiques internationales et des acteurs privés nationaux et internationaux. Ce soutien financier extérieur, nécessaire au-delà des sources publiques nationales, est défini comme un besoin en financement climatique. Climate Policy Initiative a précisé dans ce cadre, que les besoins en financements climatiques diffèrent d'un pays africain à l'autre. L'Afrique du Sud, l'Ethiopie, le Nigeria et l'Egypte ont les besoins les plus élevés, qui s'élèvent à près de 151 milliards de dollars par an. L'étude précise par ailleurs, que les flux globaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers l'Afrique n'ont atteint que 30 milliards de dollars en 2020, soit environ 12 % du montant nécessaire. L'atténuation des effets du changement climatique représente 66% des besoins en financements climatiques pour la période 2020-2030. Les besoins en matière d'atténuation sont principalement répartis entre quatre secteurs : les transports (58 %), l'énergie (24 %), l'industrie (7 %) et l'agriculture & la foresterie (9 %). L'adaptation au changement climatique ne représente que 24 % du total des besoins en financements climatiques identifiés, alors que 10% des besoins doivent être alloués à des actions à double avantage, qui comportent à la fois des mesures d'atténuation et d'adaptation.

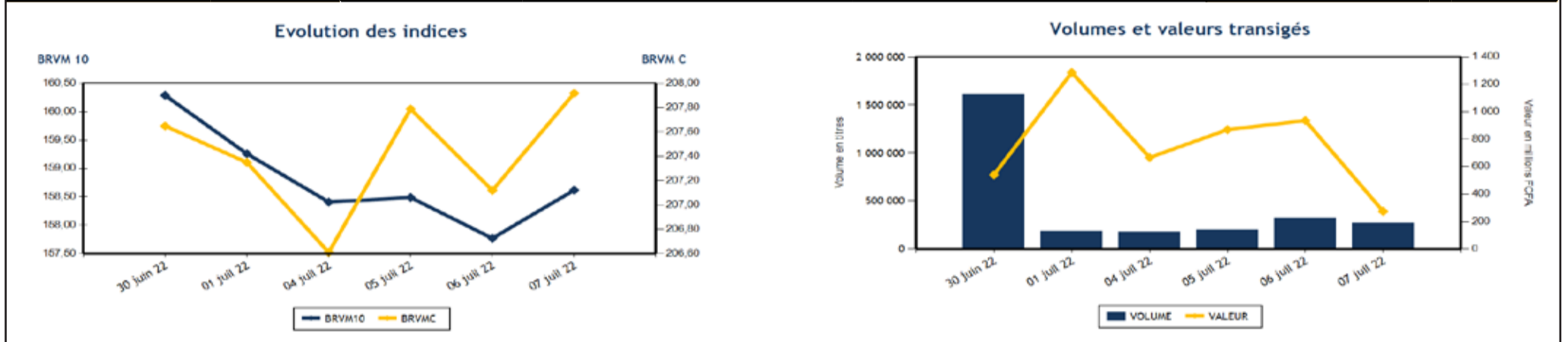
## Matières premières en Afrique

### Lancement d'un fonds fiduciaire destiné à réduire la dette et la volatilité des prix

Le nouvel instrument financier pourrait atteindre une taille de 60 milliards de dollars, grâce à une mutualisation des fonds des pays africains, des prêts concessionnels des pays développés et une réallocation des droits de tirage spéciaux. Le think tank Finance for Development Lab a annoncé, le jeudi 30 juin dernier, le lancement d'un nouveau fonds fiduciaire, dont la taille pourrait atteindre 60 milliards de dollars, pour protéger les économies africaines contre la volatilité des prix des matières premières et les dettes onéreuses. L'annonce de la création de ce fonds baptisé « Fonds de liquidité et de stabilité pour l'Afrique » a été faite lors d'un événement organisé à Paris, en France, auquel ont participé la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, et la lauréate française du prix Nobel d'économie 2019, Esther Duflo. Le fonds devrait être « hébergé par une institution panafricaine ayant le statut de créancier privilégié », a précisé le think tank soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, dans un communiqué.

Ecofin du 07 Juillet 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>158,62</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 129 <span style="color: red;">jeudi 7 juillet 2022</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>207,92</b>
Variation Jour	↑ 0,54 %		Variation Jour	↑ 0,39 %
Variation annuelle	↑ 3,33 %		Variation annuelle	↑ 2,79 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 258 932 043 282	0,39 %
Volume échangé (Actions & Droits)	269 616	0,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	271 834 407	-32,07 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	15	50,00 %
Nombre de titres en baisse	9	-35,71 %
Nombre de titres inchangés	17	-10,53 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 765	6,97 %	-31,32 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 395	6,08 %	-16,96 %
SETAO CI (STAC)	1 585	6,02 %	117,12 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	950	5,56 %	10,47 %
SICABLE CI (CABC)	1 160	5,45 %	14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 069 051 512 330	4,08 %
Volume échangé	432	-99,19 %
Valeur transigée (FCFA)	3 034 548	-99,43 %
Nombre de titres transigés	2	-71,43 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 505	-6,53 %	-16,55 %
CIE CI (CIEC)	2 365	-3,07 %	24,80 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 700	-2,56 %	-8,06 %
BERNABE CI (BNBC)	2 300	-1,08 %	5,75 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 405	-0,62 %	2,34 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,66	0,28 %	5,04 %	12 812	56 873 505	27,90
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,87	0,44 %	4,46 %	5 030	29 688 745	9,66
BRVM - FINANCES	15	76,54	0,16 %	-0,76 %	205 205	60 209 857	7,65
BRVM - TRANSPORT	2	430,01	6,82 %	-30,88 %	15	26 500	6,89
BRVM - AGRICULTURE	5	336,43	0,13 %	38,27 %	15 790	94 962 780	7,13
BRVM - DISTRIBUTION	7	381,16	0,38 %	-6,45 %	30 747	30 047 135	29,64
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 955,70	6,02 %	117,12 %	17	25 885	19,03
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,39	
Taux de rendement moyen du marché	6,10	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,42	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 230 999,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 556 999 338,50	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,13	
Ratio moyen de satisfaction	9,46	
Ratio moyen de tendance	103,72	
Ratio moyen de couverture	96,41	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,02	
Nombre de SGI participantes	26	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin  
Rue de l'Indépendance - Cotonou  
Tél : (229) 21 31 35  
Fax : (229) 21 31 35

  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso  
BP 1000 - Ouagadougou 01  
Tél : (229) 20 30 87 75  
Fax : (229) 20 30 87 75

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Côte d'Ivoire  
Palais de la République - Abidjan  
BP 1000 - Abidjan 01  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

  
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire  
Rue des Banques - Abidjan  
BP 1000 - Abidjan 01  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Mali  
BP 1000 - Bamako  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Nigeria  
BP 1000 - Lagos  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Sénégal  
BP 1000 - Dakar  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Togo  
BP 1000 - Lomé  
Tél : (229) 20 31 50 90  
Fax : (229) 20 31 50 90

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

### Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 <sup>ère</sup> session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	<a href="https://www.uneca.org/events/upcoming-events">https://www.uneca.org/events/upcoming-events</a>
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	<a href="https://africangroupofnegotiators.org/">https://africangroupofnegotiators.org/</a>
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	<a href="https://unfccc.int/fr/ACW2022">https://unfccc.int/fr/ACW2022</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	<a href="https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR">https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

### Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

### Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

Réforme structurelle de la décentralisation dans l'Atacora et la Donga

## Les nouveaux cadres techniques des mairies de Djougou et Natitingou installés

Les différents cadres techniques tirés au sort et nommés dans les Mairies de Djougou et Natitingou sont entrés officiellement dans la plénitude de leurs fonctions. C'est à la faveur de cérémonies fort simple mais empreintes de solennité organisées au sein des Mairies des deux communes en présence des Maires et des secrétaires exécutives Vidémè Zinsi Cornélie de Djougou et Djamilatou Yérima de la commune de Natitingou.

**A**Djougou, le chef du personnel de la Mairie de Djougou, après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux cadres, a, au nom des agents, rassuré les nouveaux cadres techniques de l'entière disponibilité du personnel à les accompagner pour l'atteinte des objectifs de développement.

La Secrétaire exécutive, Vidémè Zinsi Cornélie a exhorté les nouveaux cadres à coopérer et au personnel à une franche collaboration car personne ne sera écarté durant toute la mandature afin de déclasser la Commune de Djougou pour la hisser au rang des Communes à statut particulier.

A Natitingou, la Secrétaire exécutive Djamilatou Yérima, a invité les nouveaux cadres techniques à amener la barre haute dans la performance recherchée avant de les inviter à une franche collaboration.

Le Maire de la Commune de Natitingou, quant à lui, a remercié le Chef de l'État et son gouverne-



ment pour cette réforme salubre avant de dire aux cadres techniques que les populations de Natitingou comptent sur eux. « Nous ne doutons pas de vos compétences. Mettez-les au service de la Commune afin de la faire hisser au rang de première Commune du Bénin », a-t-il conclu.

Au nom des cadres techniques de Natitingou, Jules Ségoun, responsable des affaires administratives et financières a déclaré qu'ils sont désormais des citoyens de la commune de Natitingou et qu'ils vont agir en tant que tel pour le bonheur

de toutes et de tous. Son collègue de Djougou Hounsinou Ange Félix a demandé l'aide de tous les agents en vue de la réussite de leur mission.

Les cérémonies de prise de fonction ont pris fin par les visites des différents compartiments des services de l'administration et la prise de contact avec les agents restés dans les bureaux pour assurer la continuité du service public.

**Emmanuel Akakpo**  
(Br Atacora-Donga)

### Contrôle technique

## Les départements où il est le moins cher

**E**ntre la Haute-Savoie et le Loiret, on constate près de 28 euros de différence en ce mois de juin pour passer le contrôle technique. Le prix moyen du contrôle technique est resté plutôt stable ces dernières années, selon une étude menée par le comparateur Simplauto.com. Hors promotion, il s'élève en moyenne à 78,52 euros en ce mois de juin pour un véhicule particulier thermique (essence ou diesel) à deux roues motrices, indique Capital qui relaie les résultats de l'étude. En 2018, les automobilistes devaient déboursier en moyenne 77,62 euros. Cela représente une hausse de 1,16 % en quatre ans, inférieure donc à l'inflation.

L'augmentation avait été violente avec la réforme de

2018. « Notre baromètre révélait une flambée historique des prix, de l'ordre de 12 %. Depuis, cette augmentation semble marquer le pas malgré le contexte inflationniste actuel. C'est à la fois inédit et surprenant », pointe l'étude.

Les prix en baisse dans 24 départements

Il existe des disparités importantes selon les territoires. Ainsi, dans certains départements, le prix du contrôle a baissé. C'est le cas dans l'Aude (-4,61 %), le Loiret (-3,59 %), les Landes (-3,19 %) ou encore les Hautes-Alpes (-2,14 %). Près de 25 départements sont concernés par ces baisses de tarif.

Dans d'autres départements en revanche, les prix ont augmenté comme en Indre-et-Loire (+8,44 %), en Cor-

reze (+5,51 %) ou encore dans la Sarthe (+4,75 %). Les plus fortes hausses concernent les départements d'outre-mer. Le prix d'un contrôle en Martinique a augmenté en quatre ans de 12,92 %, et de 11,48 % en Guyane. La hausse est plus mesurée en Guadeloupe (5,98 %).

Un record pour la Haute-Savoie

C'est en Haute-Savoie que la visite est la plus onéreuse avec un prix moyen de 97,49 euros en juin. La Corse du Sud affiche aussi un tarif très élevé (92,80 euros). Les départements les plus abordables sont le Loiret (69,64 euros), la Moselle (67,09 euros), la Loire (69,59 euros), l'Ariège (68,87 euros) et le Pas-de-Calais (69,96 euros).

20 minutes

### Perspectives économiques

## L'UEMOA table sur un taux de croissance de 6% en 2022

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a tenu le vendredi 24 juin 2022, au siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, la deuxième session ordinaire de l'année 2022. Au terme des échanges entre les responsables financiers de haut niveau, des conclusions et recommandations ont été approuvées.

● Abdul Wahab ADO

**A**u cours de cette deuxième session ordinaire de l'année 2022, le Conseil des Ministres a examiné le Rapport semestriel d'exécution de la Surveillance Multilatérale du premier semestre 2022. Il a constaté que le taux de croissance économique de l'Union a retrouvé son niveau d'avant crise en ressortant à 6,1% en 2021 contre 1,8% un an plus tôt. Il a salué les efforts entrepris par les Etats membres dans la gestion des finances publiques. La session est tenue sous la Présidence de Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, son Président en exercice. Le Conseil a noté que l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de poussée inflationniste avec un taux d'inflation annuel moyen qui est ressorti à 3,6% contre 2,1% en 2020, en lien notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires consécutive à la mauvaise campagne céréalière enregistrée en 2021. Le Conseil a également noté que les perspectives pour l'année 2022 restent favorables avec un taux de croissance de 6,0%, sous l'hypothèse de la poursuite de la reprise économique mondiale et d'une meilleure maîtrise de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'atténuation de l'impact négatif de la crise ukrainienne sur les économies. Le Conseil a relevé que ces perspectives restent, toutefois, fragilisées par l'incertitude sur la durée de la crise en Ukraine et son impact sur la hausse des prix de certains produits de première nécessité et sur les cours des matières premières, la persistance de la crise sécuritaire dans la zone du Sahel et son extension vers les zones côtières, ainsi que la crise sanitaire. Le Conseil a adopté la Recommandation relative aux orientations de politique économique dans les Etats membres de l'Union pour l'année 2023. Par cette Recommandation, le Conseil invite les Etats membres à continuer de renforcer les mesures visant à limi-



ter l'impact de la hausse des prix et à préserver le pouvoir d'achat des populations, notamment celui des plus vulnérables, tout en poursuivant les efforts de maîtrise du déficit budgétaire. Le Conseil des Ministres a adopté la Décision portant définition et détermination de l'agrégat recettes fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA afin de déterminer une méthodologie commune de calcul de cet agrégat utilisé par les Etats membres pour l'appréciation des critères de convergence dans le cadre de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques des Etats membres. Il faut préciser que le Conseil a adopté également la Décision portant définition et détermination du contenu de la masse salariale dans les Etats membres de l'UEMOA qui arrête une approche commune précisant les composantes de l'agrégat masse salariale utilisé par les Etats membres pour le calcul des critères de convergence dans le cadre de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques des Etats membres. Le Conseil a adopté le Règlement relatif à l'harmonisation de la réglementation pharmaceutique dans les Etats membres de l'UEMOA qui vise à actualiser le cadre réglementaire défini par le règlement N°02/2005/CM/UEMOA du 4 juillet 2005 relatif à l'harmonisation de la réglementation pharmaceutique dans les Etats membres de l'UEMOA pour permettre la poursuite efficace du processus d'harmonisation et faciliter la mise en œuvre des textes communautaires adoptés.

Le Conseil a par ailleurs

examiné et adopté la Décision portant adoption des lignes directrices relatives à la réglementation des dispositifs médicaux dans les Etats membres de l'UEMOA. Cette Décision vise à mettre en place un cadre législatif harmonisé, permettant aux autorités nationales de la réglementation pharmaceutique de l'espace communautaire de mettre en place et de renforcer l'homologation et la surveillance du marché des dispositifs médicaux mis à la disposition des populations.

Le Conseil a adopté la Décision portant adoption des lignes directrices relatives à l'harmonisation de la réglementation des aliments destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge et des produits diététiques et de régime dans les Etats membres de l'UEMOA qui vise à renforcer et à harmoniser le cadre législatif relatif à l'importation, à la commercialisation et à la surveillance du marché des aliments destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge, des produits diététiques et de régime. Le Conseil a, en outre, adopté la Décision portant adoption du Schéma organisationnel Type d'Institutionnalisation du Genre dans les Etats membres de l'Union dont l'objectif est de doter les Etats membres de l'Union d'un modèle de mécanisme pour leur permettre de rendre effective la transversalité du genre dans l'ensemble des départements sectoriels afin d'œuvrer à la réduction des inégalités dans tous les secteurs. Donc, une bonne perspective économique s'annonce pour les pays de l'Uemoa pour le second semestre de l'année 2022.

## Maladies infectieuses

### L'OMS et l'ANRS renforcent leur coopération contre le VIH et les IST

A l'occasion des Journées du réseau international de l'Agence nationale de recherches sur le Sida et les hépatites virales (ANRS), la Dr Meg Doherty, directrice du département VIH, hépatite, infections sexuellement transmissibles (IST) de l'OMS, et le Professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, ont signé un protocole d'accord de coopération. Cet accord vise à soutenir et renforcer leur partenariat en matière de recherche et de transfert de connaissances.

● Félicienne HOUËSSOU

Soucieuses d'améliorer leur collaboration technique et de mettre en place une réflexion stratégique croisée, l'OMS et l'ANRS ont signé un protocole d'accord visant à améliorer la coopération scientifique et technique des deux institutions en matière de lutte contre les maladies infectieuses telles que le VIH, les hépatites et IST dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), notamment dans les pays d'Afrique occidentale et centrale. Le partenariat entre l'OMS et l'ANRS servira à produire des recommandations sur le plan international et mettre en œuvre des politiques de santé dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Selon le communiqué conjointement publié, ce premier protocole d'accord s'inscrit dans le cadre général de la coopération entre la France et l'OMS, signé le 31 décembre 2019 sur la mise en place d'un partenariat renforcé pour la période 2020-2025. « Renforcer la collaboration et la recherche fait partie intégrante des stratégies mondiales du secteur de la santé 2022-2030 contre, respectivement, le VIH, l'hépatite virale et les infec-



tions sexuellement transmissibles pour orienter le secteur de la santé et accélérer la mise en œuvre de ripostes stratégiques ciblées pour atteindre l'objectif de mettre fin au Sida, à l'hépatite virale B et C et aux infections sexuellement transmissibles d'ici à 2030 », a déclaré la Dr Meg Doherty.

L'accord s'articule autour de trois grands volets : identifier conjointement les lacunes et les priorités de recherche ; faciliter la mise en œuvre et l'adaptation des programmes de recherche prioritaires ; et promouvoir le partage des connaissances, la diffusion et le transfert des résultats de la recherche. Selon le Professeur Yazdan Yazdanpanah, la pandémie de COVID-19 a mis en avant la nécessité de mieux coordonner la recherche à l'échelle globale et d'entraîner les opérateurs français et internationaux

dans une dynamique de cohésion. « Il est aujourd'hui indispensable de saisir cet engagement et de le porter au-delà du domaine des urgences. Le protocole d'accord que nous signons ce jour incarne cette ambition, qui vise notamment à contribuer aux cibles du troisième objectif de développement durable d'ici 2030 », a-t-il indiqué. Notons que l'ANRS a pour missions l'animation, l'évaluation, la coordination et le financement de la recherche sur le VIH/sida, les hépatites virales, les infections sexuellement transmissibles, la tuberculose et les maladies infectieuses émergentes et ré-émergentes. Avec une approche One Health, l'agence prépare la réponse aux enjeux scientifiques posés par les maladies émergentes et à son déploiement en temps de crise.

Rfi

## Sécurité routière

### La Mairie de Djougou et la société JNP offrent un abri et des chicanes aux policiers

La Mairie de Djougou en partenariat avec la société JNP dote la police républicaine d'un abri et des chicanes pour réguler la circulation. A la requête de la Mairie, la société de distribution des hydrocarbures JNP a doté la Commune de Djougou des chicanes et un abri pour la police républicaine. La cérémonie de remise desdits matériels a eu pour cadre l'esplanade intérieure de l'hôtel de ville en présence de la Secrétaire exécutive Vidémè Zinsi Cornélie, des commissaires des trois arrondissements urbains, des directeurs d'écoles et du premier adjoint au maire Amadou Djibril.

● Emmanuel Akakpo  
(Br Atacora-Donga)

Selon la directrice commerciale et marketing adjointe de la société JNP, la remise de ce lot de matériels s'inscrit dans le cadre du partenariat entre la Mairie de Djougou et la société JNP. Et c'est dans le cadre de ce partenariat que le Maire Abdoul Malik Séibou a adressé une requête auprès de JNP pour aider la Commune à acquérir des chicanes et un abri pour les policiers en vue de faciliter la régulation de la circulation au



centre-ville. Léda Dossou a reconnu que la question de la sécurité routière est un sujet préoccupant,

c'est pourquoi sa structure a répondu favorablement à la requête du Maire pour permettre aux élèves de traverser facilement la route pour se rendre à l'école et l'abri aux policiers pour leur éviter de s'exposer aux intempéries dans l'exercice de leurs fonctions de régulation de la circulation.

A en croire le chargé du partenariat et de la coopération décentralisée à la Mairie de Djougou, le Maire Abdoul Malik Séibou est préoccupé par la sécurité routière, c'est pour cela qu'il a fait cette requête auprès du partenaire JNP en vue de doter les principales artères de la ville abritant des écoles à forte fréquentation des chicanes pour réduire les excès de vitesse. Au nom de l'autorité communale, Guy Taïrou Bossou a exhorté les usagers de la route au respect du code de la route et aux riverains des voies qui recevront ces chicanes à veiller à leur sécurité. Il a enfin, lancé un appel à l'aide aux autres structures capables de doter la Mairie des chicanes à ne pas hésiter car la demande est grande et urgente.

Il faut préciser que l'abri pour policiers a été installé au rond-point central en face du nouveau marché en construction et les chicanes seront disposées au niveau des artères des écoles primaires à forte fréquentation.



## Mondial 2022

### Le Ghana enregistre cinq renforts dont Iñaki Williams

Qualifié pour la Coupe du monde au Qatar, l'équipe nationale du Ghana vient d'officialiser le choix de cinq binationaux d'accords pour évoluer sous les couleurs des Black stars. L'attaquant de l'Athletic Bilbao, Iñaki Williams constitue certainement la plus belle prise. Au plus bas après une CAN 2022 catastrophique (élimination au premier tour) revigoré par une qualification difficile à la Coupe du monde face au Nigeria (0-0 ; 1-1), le Ghana reprend de belles couleurs à quatre mois du Mondial qatarien. L'équipe dirigée par Otto Addo vient d'enregistrer un bon vent de fraîcheur par l'arrivée prochaine de cinq binationaux qui ont décidé

de porter la tunique des Black stars : Iñaki Williams (attaquant, Athletic Bilbao), Tariq Lamptey (arrière droit, Brighton), Stephan Ambrosius (défenseur central, Hambourg SV), Ransford Yeboah (attaquant, Hambourg SV) et Patric Pfeiffer (défenseur central, SV Darmstadt 98). Une bonne nouvelle pour le capitaine André Ayew et les siens qui vont évoluer dans le groupe H de la Coupe du monde avec le Portugal, l'Uruguay et la Corée du Sud. Williams : « Je fais partie des Black Stars »

L'attaquant de l'Athletic Bilbao Iñaki Williams, longtemps sollicité par le Ghana, a enfin franchi le pas et a annoncé mardi 5 juillet sur les réseaux sociaux




sa décision de défendre l'équipe nationale du Ghana. « Je sens que le moment est venu de renouer avec mes racines, avec moi-même et avec tout ce que l'Afrique et le Ghana signifient pour ma famille et pour moi, déclare-t-il dans une vidéo. À partir d'aujourd'hui, je défendrai le maillot du Ghana avec toute ma volonté, en donnant le meilleur de moi-même. Je fais partie des Black Stars ». Né à Bilbao, de parents ghanéens, Iñaki Williams, dont le frère Nico est également joueur de l'Athletic, a été international espoir espagnol, mais n'a disputé qu'un match amical avec la Roja, contre la Bosnie en 2016.

# DON DE JNP À LA CCI BÉNIN



Dans sa volonté d'accompagner les organisations et structures de l'Etat et de soutenir les initiatives et les réformes opérées, la société JNP Benin offre des kits informatiques pour palier aux besoins pressants de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin - **CCI BÉNIN**.

*Nous souhaitons bonne réception de ces matériaux et espérons que ces équipements seront d'une grande utilité.*

Service clients : (Appel et WhatsApp) +229 97 50 27 23 |    JNP BENIN

